

**Assemblée générale**

Distr. générale
12 juillet 2012
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-troisième session,
30 avril-4 mai 2012**

N° 9/2012 (République arabe syrienne)

Communication adressée au Gouvernement le 13 octobre 2011

Concernant: Yacoub Hanna Shamoun

Réponse du Gouvernement: 5 janvier 2012

L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. Yacoub Hanna Shamoun est un ressortissant syrien. En 1972, M. Shamoun, ainsi que son frère Fawaz Shamoun et d'autres membres de sa famille, sont allés vivre au Liban. Les deux frères n'ont pas voulu rentrer en Syrie de peur d'être persécutés car ils avaient atteint l'âge de 18 ans et ne s'étaient pas présentés pour effectuer leur service militaire en Syrie. À la suite de l'amnistie générale accordée par feu le Président Hafez al-Assad, qui prévoyait que quiconque ne s'était pas présenté pour effectuer son service militaire ne serait pas poursuivi mais serait autorisé à rejoindre l'armée, les deux frères ont décidé de rentrer en Syrie en 1985.

4. Après être rentrés en Syrie, Yacoub Hanna et Fawaz Shamoun auraient été arrêtés le 2 juillet 1985 par des agents des services de la sécurité d'État. Il ne leur a pas été présenté de mandat d'arrestation et ils ont été emmenés au siège des services de la sécurité à Qamishli, où ils auraient subi des mauvais traitements. Leur famille est restée sans nouvelles de leur sort ou du lieu où ils se trouvaient jusqu'en 1996, lorsque Fawaz Shamoun a été libéré sans avoir été jugé.

5. Le lieu où se trouvait Yacoub Shamoun n'a été connu qu'en 2001, lorsque sa famille a été informée qu'il était détenu à la prison de Sednaya. La famille de M. Shamoun a été autorisée à lui rendre visite pour la première fois en 2005. La source indique qu'à la suite de troubles survenus à la prison de Sednaya en 2008, au cours desquels plusieurs prisonniers qui auraient été tués par les forces de sécurité syriennes, la famille de M. Shamoun est de nouveau restée sans nouvelles.

6. D'après la source, en juin 2011, Yacoub Shamoun a été transféré de la prison de Sednaya à la prison militaire d'El Rakka; à ce jour, il est toujours détenu sans inculpation ni jugement. La source informe le Groupe de travail que malgré l'amnistie générale accordée le 20 juin 2011 M. Shamoun est toujours en détention.

7. La source affirme que la détention de M. Shamoun, qui dure depuis vingt-six ans, est arbitraire et manifestement dénuée de fondement légal. Elle rappelle que le paragraphe 1 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques dispose que «nul ne peut être privé de sa liberté, si ce n'est pour des motifs et conformément à la procédure prévus par la loi». En vertu du paragraphe 2 de l'article 28 de la Constitution syrienne, «nul ne peut être placé sous surveillance ou en détention sauf dans les circonstances prévues par la loi». M. Shamoun n'a pas été inculpé d'une quelconque infraction ni informé des raisons de son arrestation et de sa détention et il n'a pas comparu devant un juge. En outre, la source affirme que M. Shamoun a été entièrement privé de son droit à un procès équitable, ce qui constituerait une violation de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

8. En conclusion, la source affirme que la privation de liberté de M. Shamoun est arbitraire en ce qu'elle est dénuée de fondement juridique et qu'elle constitue une grave violation de son droit à un jugement équitable.

Réponse du Gouvernement

Le Gouvernement a communiqué au Groupe de travail les informations suivantes:

9. Yacoub Shamoun a été arrêté en 1985 conformément aux procédures prévues par le droit pénal de la République arabe syrienne et a dûment comparu devant un tribunal de justice. Il a été condamné à la prison à vie pour trahison et pour avoir communiqué avec un État ennemi. Il exécute sa peine à la prison centrale d'El Rakka. Les infractions commises par M. Shamoun ne relevaient pas de l'amnistie générale du 20 juin 2011.

Autres commentaires de la source

10. La source a actualisé sa communication initiale et a informé le Groupe de travail que Yacoub Shamoun avait été libéré le 14 mars 2012, après près de vingt-sept années de détention arbitraire. Au moment de sa libération, il était détenu à la prison d'Al-Hasakah, dans le nord du gouvernorat d'Al-Hasakah. Au cours de ces longues années de détention, M. Shamoun n'a pas été officiellement inculpé et n'a pas été jugé.

11. La source affirme que la réponse du Gouvernement ne récuse pas la validité de l'allégation faisant état du caractère arbitraire de la détention de M. Shamoun.

12. En particulier, la source note que le Gouvernement syrien reconnaît que M. Shamoun était détenu depuis 1985, c'est-à-dire pendant très longtemps, même si l'on tient compte de l'accusation présumée de «trahison et communication avec un État ennemi». En outre, tout en notant que les autorités syriennes affirment que M. Shamoun a «comparu devant un tribunal» et a «été condamné à la prison à vie», la source note que le Gouvernement n'a communiqué aucune autre précision. En particulier, la réponse du Gouvernement n'indique pas dans quelle juridiction M. Shamoun avait été jugé ni quand la peine avait été prononcée.

13. De plus, d'après les informations dont dispose la source, M. Shamoun n'a jamais été jugé au cours de ces quelques vingt-sept années de détention.

14. Enfin, la source souligne que le Gouvernement ne traite pas la question de la torture infligée à M. Shamoun et n'explique pas pourquoi l'amnistie générale accordée le 20 juin 2011 n'était pas applicable en l'espèce.

15. En conséquence, la source affirme que la réponse précipitée et incomplète du Gouvernement syrien ne peut pas être considérée comme récusant les allégations figurant dans la communication initiale de la source qui indiquait que Yacoub Shamoun avait été détenu pendant plus de vingt-six ans sans avoir été jugé et que sa détention était dénuée de fondement juridique. De l'avis de la source, le manque de précision et le caractère dédaigneux de la réponse du Gouvernement suscitent des doutes quant à sa véracité.

Délibération

16. Le Gouvernement n'a pas indiqué au Groupe de travail s'il y avait eu un procès, si la légalité de la détention de M. Shamoun avait fait l'objet d'un contrôle juridictionnel et si ses droits découlant des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme avaient été respectés.

17. Conformément à l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, nul ne peut être privé de sa liberté si ce n'est pour des motifs et conformément à la procédure prévus par la loi. En outre, tout individu arrêté sera informé, dans le plus court délai, de toute accusation portée contre lui. L'article 9 du Pacte dispose également que tout individu arrêté ou détenu du chef d'une infraction pénale sera traduit dans le plus court délai devant une autorité judiciaire, et devra être jugé dans un délai raisonnable ou libéré. Il prévoit aussi que quiconque se trouve privé de sa liberté par arrestation ou détention a le

droit d'introduire un recours devant un tribunal afin que celui-ci statue sans délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale.

18. L'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme dispose également que nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé.

19. L'article 10 de la Déclaration et l'article 14 du Pacte confèrent tous deux à chacun le droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal impartial.

20. Même si M. Shamoun avait été arrêté il y a vingt-sept ans pour avoir commis une infraction, comme l'affirme le Gouvernement, il aurait dû bénéficier des garanties minimales prévues en vertu du droit international des droits de l'homme.

21. Dans l'affaire à l'examen, M. Shamoun a été privé de tous les droits précités prévus aux articles 9 et 14 du Pacte et aux articles 9 et 10 de la Déclaration. Pendant les vingt-six années qu'a duré sa détention, M. Shamoun n'a jamais été formellement inculpé d'une infraction particulière; il n'a pas été informé avec précision de la nature et des motifs de l'accusation portée contre lui, ainsi que le prévoit le paragraphe 3 a) de l'article 14 du Pacte; il n'a pas non plus été jugé ni même entendu par une autorité judiciaire. En conséquence, l'affaire relève des catégories I et III des critères applicables aux affaires soumises à l'examen du Groupe de travail.

22. Bien que M. Shamoun ait été libéré, compte tenu des circonstances de l'espèce, le Groupe de travail estime qu'il est approprié, conformément au paragraphe 17 a) de ses Méthodes de travail révisées, de rendre un avis sur le point de savoir si la privation de liberté de l'intéressé était arbitraire, indépendamment de sa libération.

Avis

23. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail de la détention arbitraire rend l'avis suivant:

La privation de liberté de Yacoub Shamoun était arbitraire, en ce qu'elle était contraire aux articles 9 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ainsi qu'aux articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et relève des catégories I et III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

24. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation de M. Shamoun de façon à la rendre compatible avec les normes et principes énoncés dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

25. Le Groupe de travail estime que, compte tenu de toutes les circonstances de l'affaire, la réparation appropriée consisterait à rendre effectif le droit à réparation énoncé au paragraphe 5 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

26. Conformément au paragraphe a) de l'article 33 de ses Méthodes de travail révisées, le Groupe de travail estime qu'il est approprié de renvoyer les allégations de torture au Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants pour qu'il prenne les dispositions qui s'imposent.

[Adopté le 3 mai 2012]